



## Assemblée générale

Distr. limitée  
24 mai 1999  
Français  
Original: anglais

---

### **Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la mise en oeuvre des résultats du Sommet mondial pour le développement social et à l'examen de nouvelles initiatives**

#### **Première session**

17-28 mai 1999

Points 3 et 4 de l'ordre du jour

#### **Examen et évaluation préliminaires de la mise en oeuvre des résultats du sommet mondial pour le développement social**

#### **Examen d'interventions et d'initiatives nouvelles visant à donner suite aux engagements pris lors du Sommet**

### **Projet de texte de la première session de fond**

#### **Texte présenté par le Président du Comité préparatoire**

Le document de travail présenté par le Président comporte trois parties :

*Première partie, Réaffirmation de Copenhague* : il s'agit d'une ébauche qui pourrait servir de point de départ pour élaborer le texte qui sera adopté à la session extraordinaire, à Genève, en 2000.

*Deuxième partie, Examen et évaluation de la mise en oeuvre* : il s'agit d'un petit projet de texte présenté pour examen et pour action à la première session de fond (c'est-à-dire à la session en cours) du Comité préparatoire, étant entendu qu'on ne pourra procéder à un examen complet que lorsque les rapports par pays auront été reçus et rassemblés.

*Troisième partie, Nouvelles initiatives à faire figurer dans les résultats de la session extraordinaire* : il s'agit d'éléments à examiner et à développer au cours de la seconde session du Comité préparatoire, en avril 2000, et à adopter lors de la session extraordinaire, mais qui doivent également être examinés par le Comité à sa session actuelle et faire l'objet d'une décision de sa part. On trouve ici des projets sur lesquels le Secrétariat ou d'autres entités du système des Nations Unies auront encore du travail de préparation ou d'analyse à effectuer d'ici à la seconde session du Comité préparatoire.

## Première partie

### Réaffirmation de la Déclaration et du Programme d'action adoptés au Sommet mondial pour le développement social

1. Cinq années ont passé depuis que, pour la première fois de l'histoire de l'humanité, les chefs d'État et de gouvernement se sont réunis à l'invitation de l'Organisation des Nations Unies pour constater l'importance du développement social et de l'amélioration de la condition humaine et pour les placer au premier rang de leurs priorités, tant dans l'immédiat qu'au seuil du XXI<sup>e</sup> siècle et au-delà.

2. Nous nous sommes réunis cette fois-ci :

Pour réaffirmer solennellement l'importance que nous attachons à la Déclaration de Copenhague sur le développement social et au Programme d'action adopté lors du Sommet mondial pour le développement social, en mars 1995;

Pour examiner et évaluer les progrès accomplis dans la mise en oeuvre de la Déclaration et du Programme d'action adoptés à Copenhague;

Pour examiner de nouvelles initiatives visant à garantir que l'exécution des engagements pris en vue de l'amélioration de la condition humaine prenne une forme concrète et efficace.

3. Notre évaluation des progrès accomplis est exposée ci-après. Un fait nouveau, très important et dont on ne saurait nier le caractère encourageant, est intervenu depuis le Sommet : une tendance très nette à reconnaître que le développement social doit être au centre de nos préoccupations politiques et de notre réflexion, qu'il s'agisse des gouvernements ou des organisations qui incarnent la communauté internationale.

4. Cette évolution nous offre de nouvelles possibilités que nous comptons exploiter pleinement. En réaffirmant la Déclaration et le Programme d'action adoptés à Copenhague, nous sommes décidés à donner un nouvel élan au Programme d'action et à accélérer la mise en oeuvre de ces deux instruments, notamment en lançant de nouvelles initiatives dont nous sommes convenus au nom de nos gouvernements et qui sont décrites ci-après. Parallèlement, nous invitons les hommes et les femmes de tous les pays à se joindre à nous derrière cette cause commune, quelle que soit leur condition sociale et que ce soit individuellement ou à travers les différentes organisations locales ou nationales, voire internationales, auxquelles ils peuvent appartenir.

## Deuxième partie

### Examen et évaluation de la mise en oeuvre

1. Il ressort de l'évaluation préliminaire de la mise en oeuvre des résultats du Sommet que nombre de nouvelles politiques et de nouveaux programmes ont été lancés et qu'on a assisté à d'importants recentrages et changements d'orientation. Il ressort également à l'évidence que le Sommet a eu une influence sur le système des Nations Unies, dont il a reciblé les activités et dynamisé l'action. Il ne fait pas de doute non plus que les suites données ont été inégales sur le plan des politiques nationales et internationales, et qu'il existe des domaines essentiels où on ne constate guère de progrès. La réalisation des objectifs fixés lors du Sommet sera une tâche compliquée et de longue haleine.

2. Vu la nature et le caractère général d'une grande partie des buts et objectifs fixés à Copenhague et le décalage inévitable entre le lancement des politiques et l'apparition de résultats perceptibles, il faudra un certain temps pour évaluer de manière complète les conséquences des politiques et programmes mis en place depuis Copenhague. Les renseignements nécessaires pour permettre une évaluation plus complète à l'échelon mondial deviendront disponibles au fur et à mesure que les gouvernements des différents pays communiqueront les résultats de leur propre évaluation, dans le courant de l'année, et que les organisations internationales rendront compte de leurs activités les plus récentes.

3. À Copenhague, des objectifs quantitatifs ont été adoptés ou réaffirmés dans les domaines des services sociaux de base (16) et de l'aide publique au développement (2). Une échéance a été fixée pour 12 d'entre eux, dont six pour lesquels l'échéance visée est l'an 2000. L'exploitation de données solides pour évaluer les progrès accomplis dans les domaines correspondant à ces objectifs pose bien des problèmes. Depuis le Sommet, une action concertée a été menée pour améliorer la qualité des données, leur fraîcheur et le nombre de pays couverts. Les objectifs quantitatifs ont permis de fixer la barre de manière explicite, ce qui facilitera plus tard l'évaluation des progrès accomplis et celle des programmes en jeu.

4. L'examen et l'évaluation de la mise en oeuvre qui doivent être entrepris à la session extraordinaire pourraient s'organiser autour des trois thèmes suivants :

a) Initiatives déjà prises par des gouvernements ou des organisations internationales;

b) Enseignements à tirer de l'expérience acquise jusqu'à présent;

c) Contraintes internes et externes pesant sur la mise en oeuvre.

5. L'examen et l'évaluation se feront nécessairement alors que la situation mondiale continuera d'évoluer et que certaines tendances lourdes suivront leur cours, et aussi sur fond de secousses passagères et de revers imprévus. Un certain nombre d'événements, surtout ceux qu'on attribue généralement à la mondialisation, se sont conjugués pour transformer des échecs locaux en risques menaçant l'ensemble du système. Le système économique et financier qui prend forme sur le plan international a été mis à rude épreuve ces dernières années et a révélé bien des points faibles. Néanmoins, les enseignements tirés de ces échecs, de même que nombre des tendances lourdes liées à la mondialisation, pourraient aussi avoir des effets bénéfiques et, si on en tient compte pour modifier les politiques et les attitudes, ils faciliteront la réalisation des ambitions de Copenhague.

## Troisième partie

### Nouvelles initiatives

#### Engagement 1

#### Contexte propice au développement social

1. Le Sommet mondial pour le développement social a revu la définition du concept de développement, en soulignant que l'individu doit être au centre des préoccupations pour ce qui est du développement durable. En conséquence, chacun doit avoir le droit et la possibilité de participer pleinement à la vie économique, politique et sociale de la société à laquelle il appartient. Il faut pour cela intensifier la démocratisation et veiller à la transparence de la gouvernance au niveau des institutions et structures économiques et politiques, tant nationales qu'internationales. Le respect scrupuleux des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que la paix et la sécurité jouent également un rôle fondamental dans le développement social.

2. Depuis le Sommet, l'intégration s'est amplifiée et accélérée à l'échelle mondiale par suite de la libéralisation et des bouleversements intervenus en matière de technologie et de communications. La mondialisation et en particulier la libéralisation du système financier, l'ampleur des ressources que détient le secteur privé et les stratégies appliquées par les grandes sociétés en matière d'investissement font que les gouvernements et la communauté internationale n'ont plus, et de loin, les moyens de suivre et de gérer ces processus dans l'intérêt de tous les secteurs de la société. En outre, la croissance, dans bien des cas, n'a été ni équilibrée ni durable

et, même en période de progrès économique, la répartition du revenu et de la fortune est devenue encore plus inéquitable. Les schémas actuels d'une mondialisation impulsée par le marché risquent même d'entraîner une marginalisation à l'intérieur des pays et entre ceux-ci. Il faut donc absolument que les institutions internationales ainsi que les gouvernements s'adaptent plus efficacement à la complexité des nouveaux problèmes sociaux que suscite la mondialisation.

3. Le Comité préparatoire recommande par conséquent les nouvelles initiatives indiquées ci-après :

4. Prier le Secrétaire général et le Directeur général du Bureau international du Travail (BIT) de rendre compte au Comité préparatoire lors de sa seconde session concernant les conclusions des recherches en cours relatives à **l'évaluation des effets de la mondialisation sur la politique sociale** et de présenter des recommandations sur les mesures à prendre à cet égard.

5. Prier le Secrétaire général d'établir, en collaboration avec les fonds et organismes des Nations Unies, des propositions concernant **des principes solides et des méthodes éprouvées en matière de politique sociale**, et de les présenter au Comité préparatoire à sa seconde session.

6. Prier le Secrétaire général de rendre compte au Comité préparatoire à sa seconde session concernant l'élaboration de principes directeurs concernant les **responsabilités sociales du secteur privé**; l'Organisation mondiale du Travail est invitée à contribuer à l'élaboration de ce rapport, en consultation avec ses trois éléments constitutifs.

7. Renforcer les **moyens dont disposent les pays en développement pour pouvoir effectivement jouer un rôle** dans une économie de plus en plus mondialisée et, à cette fin :

a) Faciliter le transfert des technologies, connaissances et informations appropriées vers les pays en développement;

b) Encourager les efforts visant à ouvrir davantage les marchés internationaux aux produits des pays en développement, tout en s'abstenant de prendre des mesures unilatérales, quelles qu'elles soient, qui seraient incompatibles avec le droit international ou la Charte des Nations Unies;

c) Inviter la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) à procéder à une évaluation commune des secteurs et produits pour lesquels les pays développés pourraient prendre des mesures en vue d'ouvrir davantage leurs marchés aux exportations des pays en développement;

d) Faciliter l'accès des pays en développement à l'OMT;

e) Fournir une assistance technique aux pays en développement pour leur permettre de mieux être en mesure de participer pleinement et sur un pied d'égalité aux négociations internationales, y compris les négociations commerciales et le mécanisme de règlement des différends de l'OMC, et créer à cette fin un fonds mondial, éventuellement sous les auspices de la CNUCED;

f) Inviter la CNUCED et la Banque mondiale à étudier conjointement la possibilité d'établir un fonds pour faciliter le développement de l'infrastructure pour le développement social dans les pays en développement.

8. Convenir de principes applicables **aux institutions financières internationales** en matière de gouvernance, de transparence et de responsabilisation pour assurer l'équité de leur gestion et de leurs opérations et pour faire en sorte que le développement social occupe une place centrale dans leurs politiques et programmes.

9. Renforcer la qualité de la gouvernance, la démocratie et la transparence en ce qui concerne la prise de décisions, la responsabilisation vis-à-vis de la population, la réalisation du potentiel des femmes, le partenariat avec les organisations sociales et la participation locale pour assurer l'équité et le développement social.

10. Inviter la Commission du droit international à envisager l'élaboration d'un instrument juridique international pour lutter contre la corruption et à rendre compte au Comité préparatoire à ce sujet lors de sa seconde session.

11. Recommander l'inscription à l'ordre du jour du forum intergouvernemental de haut niveau **concernant le financement du développement** des questions telles que les suivantes : renforcement de la structure de suivi et de fonctionnement des marchés financiers internationaux, mesures visant à limiter la volatilité des flux financiers à court terme et appui au développement des systèmes bancaires et financiers nationaux; mobilisation des ressources financières aux fins du développement social.

12. Prier le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de passer en revue les progrès accomplis depuis le Sommet en ce qui concerne la ratification et l'application des conventions et pactes internationaux existants visant à promouvoir et protéger **tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales**.

## Engagement 2

### Élimination de la pauvreté

13. L'élimination de la pauvreté est nécessairement une action à long terme, certes, mais il est perturbant de constater que les progrès en ce sens ont été irréguliers et lents et que nettement plus d'un milliard de personnes vivent encore dans une abjecte pauvreté. L'élimination de la pauvreté doit rester l'élément central de toutes les stratégies de développement et de toutes les politiques à tous les niveaux. L'approche doit être globale et multidisciplinaire et reposer sur une large base. Les politiques entreprises à cette fin doivent être complétées par des stratégies de croissance économique en faveur des pauvres, ainsi que par des mesures de soutien aux organisations locales qui encouragent la participation et la démarginalisation, et par un appui international accru aux efforts nationaux.

14. Si la pauvreté continue d'exister, c'est en partie parce que la répartition inéquitable du revenu et de la richesse se poursuit et s'intensifie; en effet, l'inégalité a tendance à se renforcer elle-même et à se perpétuer. Le renforcement des politiques favorisant une répartition plus équitable du revenu et de la richesse est une condition nécessaire à l'instauration d'une société plus juste et plus harmonieuse. La prestation de services sociaux essentiels – en particulier l'enseignement de base et les soins de santé primaires – est fondamentale. L'amélioration des systèmes de sécurité sociale, de la protection sociale et des réseaux officiels locaux est un élément clef d'une méthode intégrée d'élimination de la pauvreté.

15. Cela étant, le Comité préparatoire recommande les initiatives ci-après :

16. À sa session extraordinaire, l'Assemblée générale doit adopter un objectif global de réduction de la pauvreté – à savoir réduire de moitié en 2015 le nombre de personnes vivant dans une pauvreté extrême. Le Comité invite le Président de la Banque mondiale et l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement, lorsqu'ils établiront leurs rapports sur la réduction de la pauvreté (soit respectivement le Rapport sur le développement dans le monde, 2000 et le deuxième rapport intitulé «Vaincre la pauvreté humaine»), à lui recommander à sa deuxième session des stratégies, politiques et programmes supplémentaires d'élimination de la pauvreté.

17. Encourager les pays qui ne l'ont pas encore fait à incorporer à leurs stratégies nationales de développement socioéconomique des objectifs nationaux de réduction de la pauvreté et à réviser leurs stratégies nationales de façon qu'elles comprennent entre autres les aspects suivants :

a) Veiller à ce que les objectifs de croissance de l'emploi et de réduction de la pauvreté soient pris en considération et pleinement intégrés dans les politiques macroéconomiques;

b) Renforcer les liens entre les programmes de lutte contre la pauvreté entrepris au niveau macroéconomique et au niveau microéconomique;

c) Avoir recours aux politiques de l'emploi, y compris le travail indépendant, pour réduire la pauvreté;

d) Encourager le développement rural;

e) Promouvoir des moyens permettant d'accroître la productivité du secteur non structuré;

f) Développer et promouvoir les capacités institutionnelles (par exemple par la formation à la gestion);

g) Garantir à tous les niveaux le souci de la parité entre les sexes;

h) Cibler des groupes ayant des besoins particuliers;

i) Restructurer la gestion des dépenses publiques de façon que celles-ci aient davantage d'effets sur la pauvreté;

j) Améliorer l'accès des pauvres aux ressources de production;

k) Encourager la croissance des petites et moyennes entreprises;

l) Mettre en place des programmes de crédit et de microfinancement adaptés aux besoins et aux possibilités des personnes marginalisées et des groupes vulnérables;

m) Améliorer les systèmes de protection sociale;

n) Garantir la participation de la communauté aux stratégies de réduction de la pauvreté.

18. Prier le Secrétaire général de poursuivre l'évaluation de la mesure dans laquelle ont été atteints les objectifs internationaux relatifs à la satisfaction des besoins fondamentaux de tous, et de faire rapport au Comité préparatoire à sa deuxième session de fond.

19. Inviter le Bureau international du Travail, en coopération avec les organismes compétents des Nations Unies et l'Association internationale de la sécurité sociale, à soumettre au Comité préparatoire à sa deuxième session un rapport contenant des recommandations sur les mesures que l'Assemblée générale pourrait prendre à sa session extraordinaire dans le domaine de la protection sociale; les gouvernements intéressés sont invités à offrir leur appui.

20. Recommander que les gouvernements évaluent la mesure dans laquelle les systèmes fiscaux nationaux servent

de mécanismes de redistribution du revenu et d'appui aux pauvres, et adoptent les mesures voulues.

21. Promouvoir un appui international aux pays à économie en transition pour les aider à :

a) Combiner un régime universel de protection sociale et un régime d'assistance destiné plus particulièrement aux groupes les plus vulnérables, pour atténuer les difficultés de la période de transition;

b) Appliquer des politiques favorisant la participation des personnes marginalisées par la transition, de façon à éviter l'exclusion et l'aggravation de la misère;

c) Empêcher que ne baissent les ressources publiques consacrées aux programmes sociaux.

### Engagement 3

#### Promotion du plein emploi

22. Offrir à tous ceux qui le souhaitent la possibilité de mener des activités productrices de revenus est essentiel si l'on veut réaliser les trois objectifs centraux du Sommet mondial pour le développement social : élimination de la pauvreté, croissance de l'emploi et intégration sociale. Depuis Copenhague, la plupart des gouvernements ont fait de la création d'emplois la pierre angulaire de leur stratégie de développement économique et social et ont appliqué des politiques visant à encourager l'emploi productif et à réduire le chômage. La mondialisation rapide de l'économie, la crise financière, les techniques en progrès constant et la croissance des emplois dans le secteur non structuré et non protégé posent de nouveaux problèmes qui compliquent la réalisation de l'objectif de la promotion et du maintien du plein emploi. La mondialisation se manifeste non seulement au niveau du commerce et des mouvements de capitaux, mais aussi sur les marchés du travail, et influe de ce fait sur les migrations tant internes qu'internationales.

23. Le Comité préparatoire recommande donc les nouvelles initiatives suivantes :

24. Inviter le Bureau international du Travail à élaborer un programme de plans d'action nationaux et régionaux visant à réaliser le **plein emploi** dans une économie mondiale en voie d'intégration et à présenter ce programme au Comité préparatoire à sa deuxième session de fond. On pourrait y proposer une stratégie et un plan d'application, y compris des éléments d'analyse et de recherche, un exposé des incidences sur les politiques et des recommandations d'action, ainsi que des activités opérationnelles à mener au niveau des pays.

25. Reformuler les **politiques macroéconomiques** nationales de façon à ce que la croissance de l'emploi et l'élimination

de la pauvreté deviennent des objectifs centraux à réaliser en même temps que celui d'une faible inflation.

26. Inviter l'Organisation des Nations Unies, en coopération avec le Bureau international du Travail, à établir des propositions visant à renforcer les procédures et les institutions de **dialogue social**, y compris des propositions spécifiques visant à renforcer les organisations d'employeurs et de travailleurs représentatives.

27. Encourager les gouvernements à appliquer la **Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux du travail**; il faut dans ce cadre agir au niveau national en adoptant le projet de convention de l'OIT concernant l'interdiction et l'élimination immédiate des pires formes de travail des enfants; il faut en outre promouvoir et appliquer les principes consacrés dans d'autres conventions de l'OIT, notamment celles relatives à la politique de l'emploi et à la protection des travailleurs migrants.

28. Inviter la Banque mondiale et le BIT à présenter au Comité préparatoire à sa deuxième session un bref rapport indiquant les possibilités d'élargissement du potentiel de création d'emplois que présente le développement des infrastructures, et l'impact des prêts d'infrastructure de la Banque mondiale sur l'emploi, ainsi qu'une stratégie visant à développer la coopération internationale dans ce domaine.

29. Renforcer la législation sur le **salaire minimum** et son application, et promouvoir des méthodes efficaces de production à forte intensité de main-d'oeuvre.

#### Engagement 4

##### Promotion de l'intégration sociale

30. Depuis le Sommet mondial, les inégalités sociales se sont aggravées dans pratiquement tous les pays, et les iniquités entre pays sont devenues encore plus marquées. Le dénuement et la misère mettent en danger la stabilité sociale et la paix dans nombre de pays. Parmi d'autres fléaux, on peut citer la désintégration de la famille, la toxicomanie, la traite des êtres humains, l'exploitation des enfants et des femmes, la violence à l'égard des femmes, d'autres formes de criminalité, les conflits ethniques, la guerre civile, l'occupation étrangère et le terrorisme. Les efforts déployés par les pays pour promouvoir l'intégration sociale ont souvent pâti du manque de moyens financiers. La cohésion et la solidarité sociales sont essentiels au développement et au progrès sociaux, et il est indispensable de soutenir les efforts déployés pour développer et renforcer les institutions et les mécanismes qui encouragent l'intégration sociale. Il existe dans tous les pays un vaste potentiel inexploité que l'on pourrait utiliser.

31. Le Comité préparatoire recommande donc les nouvelles initiatives suivantes :

32. Pour contribuer à l'intégration, renforcer les mécanismes de participation, de coopération et de **dialogue** entre le gouvernement à tous les niveaux et tous les autres acteurs de la société; l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social est invité à entreprendre une étude des dispositions institutionnelles nationales pour l'intégration sociale et à rendre compte des enseignements tirés au Comité préparatoire à sa deuxième session; les gouvernements intéressés sont vivement engagés à appuyer ce projet.

33. Renforcer l'appui à la **société civile**, y compris les organisations communautaires qui travaillent avec les groupes ayant des **besoins spécifiques**, et accélérer l'application des instruments des Nations Unies relatifs à ces groupes.

34. Renforcer la protection juridique internationale de la **famille**. La Commission des droits de l'homme est invitée à envisager d'élaborer un instrument juridique international à cette fin.

35. Promouvoir la contribution que le **bénévolat** peut apporter à l'instauration de sociétés soucieuses du bien-être de ses différents groupes comme mécanisme supplémentaire de promotion de l'intégration sociale; la Commission du développement social est invitée à examiner la question en 2001, Année internationale des volontaires.

36. Renforcer encore la capacité des organisations d'oeuvrer au **règlement des conflits** et à la prévention des conflits et prier le Secrétaire général de proposer au Comité préparatoire à sa deuxième session de fonder les moyens de ce faire.

#### Engagement 5

##### Instaurer l'égalité et l'équité entre les hommes et les femmes

37. Éliminer la discrimination à l'égard des femmes, les démarginaliser et assurer leur pleine participation à tous les domaines de la vie, à tous les niveaux, devraient être des objectifs prioritaires, tant au niveau national qu'international, et faire partie intégrante du développement social. Le développement social équitable exige que l'on intègre une démarche soucieuse d'équité entre les sexes à tous les niveaux de l'élaboration des politiques ainsi que des programmes et projets. Bien qu'il y ait eu certains progrès, cette intégration n'est pas encore universelle, et les inégalités fondées sur le sexe perdurent dans de nombreux domaines dans la plupart des sociétés.

38. Des questions liées spécifiquement à l'équité entre les sexes et à la condition de la femme seront examinées à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au

suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, qui doit se tenir au début de juin 2000, sur le thème : «Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle».

39. Le Comité préparatoire réaffirme qu'il s'engage à veiller à **intégrer une démarche soucieuse d'équité entre les sexes** dans toutes les nouvelles initiatives proposées dans le cadre de chacun des engagements pris au Sommet mondial pour le développement social, notamment en évaluant les incidences sur les femmes des propositions avancées et en prenant des mesures pour rectifier les situations dans lesquelles les femmes sont désavantagées. Il recommande aux gouvernements et aux organisations internationales d'entreprendre des programmes d'**action préférentielle** en faveur des femmes.

40. Encourager les gouvernements à s'efforcer de ratifier le **Protocole facultatif** à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes dans les délais voulus pour qu'elle puisse entrer en vigueur avant la session extraordinaire.

#### **Engagement 6**

##### **Accès universel et dans des conditions d'égalité à une éducation et des soins de santé de qualité**

41. Depuis le Sommet, nombre de gouvernements ont adopté des politiques devant leur permettre d'atteindre l'objectif d'un accès universel, dans des conditions d'égalité, à des services sociaux de base de qualité. Toutefois, dans de nombreux pays en développement et en transition, le processus d'amélioration de l'éducation et des soins de santé a été entravé par des facteurs tels que le manque de ressources, les effets de la réforme économique et des programmes d'ajustement structurel et autres difficultés. Le Sommet a fixé certains objectifs auxquels parvenir dans des délais précis tels que l'éducation primaire universelle et l'accès aux services de santé de base d'ici à 2015, ainsi que d'autres, spécifiques, concernant la diminution de la mortalité infantile, juvénile et maternelle, l'allongement de l'espérance de vie et l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. À défaut de mesures plus concertées, de nombreux pays ne parviendront toutefois pas à réaliser ces objectifs. Il est essentiel de mettre au point des politiques d'appui au niveau international visant à promouvoir la prestation des services sociaux.

42. Le Comité préparatoire recommande par conséquent :

43. D'inviter l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Fonds mondial pour l'enfance (UNICEF) et la Banque mondiale à formuler un plan d'action mondial concernant l'éducation

pour tous d'ici à 2015 et soumettre un rapport intérimaire au Comité préparatoire à sa deuxième session de fond.

44. D'inviter l'Organisation mondiale de la santé, en consultation avec la Banque mondiale et autres organismes compétents des Nations Unies, à élaborer un plan d'action mondial pour l'accès aux services de santé de base d'ici à 2015 et présenter un rapport intérimaire au Comité préparatoire à sa deuxième session de fond.

45. De prier l'OMS d'envisager de renforcer les partenariats entre les secteurs public et privé dans le domaine de la recherche en matière de santé.

#### **Engagement 7**

##### **Accélération du développement en Afrique et dans les pays les moins avancés**

46. La plupart des pays d'Afrique se sont efforcés de respecter les engagements pris à Copenhague mais des difficultés tant intérieures qu'extérieures continuent d'entraver les progrès réalisés. Pour pleinement mettre en oeuvre les engagements pris, il convient de mobiliser, au niveau national et international, toutes les entités oeuvrant en faveur du développement, en vue d'accélérer le développement économique et social des pays d'Afrique et des pays les moins avancés grâce à une approche holistique. Les initiatives décrites au titre de chacun des engagements, notamment celles relatives à l'accès, dans des conditions d'égalité, à l'éducation et aux services de santé, aux activités rémunératrices, aux terres, au crédit, aux infrastructures, à la technologie, à l'APD et à la dette, sont essentielles pour les pays d'Afrique et les pays les moins avancés et on ne les mentionnera pas ici. Il convient toutefois de les mettre en oeuvre en tenant tout particulièrement compte de l'importance qu'elles revêtent pour les pays susmentionnés.

47. Le Comité préparatoire recommande par conséquent que :

a) Aux organisations internationales et aux pays les plus puissants de coordonner leur action afin de créer des conditions favorables à une meilleure intégration, dans des conditions d'égalité, des pays d'Afrique et des pays les moins avancés dans la communauté mondiale;

b) Au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, en collaboration avec la CNUCED, d'examiner de nouveau la proposition visant à créer un mécanisme de diversification des produits de base et de faire une recommandation au Comité préparatoire à sa deuxième session de fond, compte tenu de l'importance qu'il y a à réduire la dépendance des pays vis-à-vis d'un ou de plusieurs produits;

c) D'encourager les 25 pays d'Afrique les plus touchés par le VIH/sida à se fixer un objectif de réduction des taux d'infection chez les jeunes de 25 % d'ici à 2005, et d'inviter l'OMS, en collaboration avec l'ONUSIDA, à élaborer et proposer les moyens de mise en oeuvre d'une stratégie permettant de parvenir à cet objectif.

### Engagement 8

#### Intégration des objectifs de développement social dans des programmes d'ajustement structurel

48. Lors du Sommet, les gouvernements se sont engagés à veiller à la prise en compte d'objectifs de développement social dans les programmes d'ajustement structurel. Certains des programmes décidés par les institutions financières internationales ne laissent toutefois pas d'être préoccupants. Dans de trop nombreux cas, le coût social de leur mise en oeuvre est encore trop élevé. Récemment, un certain nombre d'institutions financières internationales, notamment la Banque mondiale, ont pris des mesures visant à mieux tenir compte des données sociales lors de la conception des programmes d'ajustement structurel, mais le FMI n'a pas toujours accordé l'attention nécessaire à la nécessité de maintenir certaines dépenses publiques, en particulier celles qui concernent les services sociaux de base. Il s'ensuit que la population dans son ensemble et les groupes à faible revenu et défavorisés en particulier, ont vu l'aide sociale dont ils bénéficiaient diminuer sensiblement.

49. Le Comité préparatoire recommande par conséquent :

50. Aux institutions financières internationales d'adopter le principe de la pleine intégration des politiques économiques et sociales dans tout plan de réforme, dès sa mise au point, et d'élaborer des programmes d'ajustement structurel promouvant la stabilisation macroéconomique.

51. De souligner de nouveau qu'il incombe aux gouvernements de déterminer, en collaboration avec les représentants de la société civile, les milieux d'affaire locaux et autres entités nationales, intéressées, les orientations politiques et les priorités des mesures et programmes de lutte contre la crise; qu'aucun programme ne doit être adopté sans avoir fait l'objet d'une évaluation d'impact social permettant de s'assurer que les pauvres et les groupes vulnérables bénéficieront de services sociaux adéquats et d'atténuer les effets négatifs éventuels de sa mise en oeuvre; et de prier le Fonds monétaire international et la Banque mondiale de faire rapport au Comité préparatoire à sa deuxième session de fond sur la question.

52. De trouver des moyens de renforcer la coordination entre le système des Nations Unies et les institutions financières internationales concernant les aspects économiques et

sociaux des programmes d'ajustement structurel, notamment au niveau national.

### Engagement 9

#### Ressources affectées au développement social

53. Pour donner intégralement suite au Sommet, il faudra mobiliser des ressources supplémentaires pour le développement social, tant au niveau national qu'international. On comprend désormais mieux la nature pluridimensionnelle des ressources qui doivent être mobilisées : outre la composante financière, la base de ressources doit également inclure diverses capacités et aptitudes humaines, notamment au niveau de l'organisation. Toutes ces ressources doivent être exploitées. Il demeure toutefois essentiel que la totalité des acteurs sociaux, à tous les niveaux, s'efforce d'augmenter les ressources financières disponibles pour les activités de développement social.

54. Le Comité préparatoire recommande donc les initiatives ci-après :

55. Encourager les gouvernements à s'employer à **augmenter les ressources nationales** affectées au développement social, notamment :

a) **En réaffectant des ressources publiques** aux secteurs sociaux, notamment en réduisant chaque fois que c'est possible les dépenses militaires;

b) En améliorant l'**efficacité** de l'utilisation des ressources disponibles en renforçant les normes de qualité, en équilibrant mieux les dépenses d'équipement et les dépenses de fonctionnement, en encourageant un contrôle local et participatif sur les décisions et les dépenses relatives aux programmes et en garantissant une meilleure coordination entre les différents prestataires de services;

c) En renforçant les mécanismes et les politiques visant à attirer et gérer les **investissements privés**, libérant ainsi des ressources publiques pour des investissements sociaux;

d) En facilitant la participation et le **partenariat actif** du secteur privé et de la société civile à la prestation de services sociaux, de façon à en faire des **partenaires actifs**.

56. Aider les gouvernements à fixer les orientations des politiques de création de **revenus nationaux** afin de financer des services sociaux, la protection sociale et d'autres programmes sociaux; cela peut se faire notamment par :

a) Un élargissement équitable et progressif de l'assiette fiscale;



b) Une amélioration de l'efficacité de l'administration fiscale, notamment en recouvrant les impôts à la source et à intervalles fréquents;

c) La recherche de nouvelles sources de recettes qui puissent en même temps décourager «les maux collectifs», comme les émissions de gaz à effet de serre;

d) Diverses formes d'emprunts publics, notamment l'émission d'obligations et d'autres instruments financiers pour financer des équipements.

57. À l'appui des efforts nationaux pour mobiliser des ressources supplémentaires pour le développement social, une action internationale est nécessaire de toute urgence dans plusieurs domaines importants; il convient notamment :

a) D'accélérer les initiatives en cours et adopter des mesures supplémentaires pour **réduire sensiblement les dettes** des pays en développement, en particulier celles des pays à faible revenu très endettés, en accélérant le processus, en assouplissant les conditions à remplir et en élargissant et renforçant l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés;

b) D'appeler à nouveau les pays développés à réaliser les objectifs convenus de l'ONU en matière d'**aide publique au développement** (APD) qui sont de 0,7 % du PNB pour l'ensemble de l'APD et de 0,15 % pour l'APD aux pays les moins avancés; à cet égard, les pays donateurs sont priés de faire la preuve de leur détermination à atteindre ces objectifs en augmentant immédiatement et au cours de chacune des cinq prochaines années la part du PNB affectée à l'APD;

c) D'appuyer le principe d'engagement réciproque entre les donateurs et les pays bénéficiaires de l'**Initiative 20/20** en combinant leurs efforts de mobilisation des ressources, notamment en encourageant les donateurs à consacrer 20 % de leur APD et les pays bénéficiaires à consacrer 20 % de leur budget national à l'appui de programmes de services sociaux de base.

58. Demander au Groupe spécial d'experts de la coopération internationale en matière fiscale d'entreprendre une étude complémentaire et de faire rapport au Conseil économique et social sur les moyens de régler les problèmes liés aux **dimensions internationales des politiques fiscales nationales** et la concurrence fiscale internationale.

#### **Engagement 10** **Coopération internationale** **pour le développement social**

59. Bien qu'il incombe en grande partie aux gouvernements intéressés d'assumer la responsabilité de la mise en oeuvre

des résultats du Sommet mondial pour le développement social et d'entreprendre des activités à ce titre, une intégration mondiale plus poussée signifie que le renforcement de la coopération internationale s'impose encore plus qu'au moment de la Conférence de Copenhague. De même, le soutien de la communauté internationale est essentiel à la réussite des efforts que font les pays en développement pour réaliser le développement social. Quoi qu'il en soit, les problèmes sociaux respectent rarement les frontières nationales : la coopération internationale est donc essentielle pour résoudre les problèmes et promouvoir le développement social.

60. Le Comité préparatoire recommande donc les nouvelles initiatives ci-après :

61. Appuyer les efforts du système des Nations Unies en vue de la mise au point d'un ensemble cohérent d'**indicateurs de base du développement social** avant la deuxième session de fond du Comité préparatoire et de l'amélioration des méthodes d'évaluation des incidences sociales; et encourager la création ou le renforcement de groupes nationaux de contrôle et d'évaluation.

62. Renforcer la coopération **au niveau régional**, notamment en :

a) Encourageant le dialogue entre groupes et organisations régionaux et sous-régionaux.

b) Encourageant la mise en oeuvre de programmes de développement social régionaux là où ils existent.

c) Renforçant le soutien financier des pays donateurs et des organisations régionales ou sous-régionales aux initiatives régionales.

63. Inviter l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement à présenter au Comité préparatoire, à sa deuxième session, un rapport contenant des propositions concrètes sur les moyens d'améliorer le développement social pour tous par la fourniture de **biens collectifs mondiaux**.

64. Renforcer davantage le rôle du **Conseil économique et social** en tant qu'organisme responsable au premier chef de la coordination de l'action internationale dans le suivi des conférences et sommets des Nations Unies; le Conseil pourrait prendre notamment les mesures ci-après :

a) Favoriser des relations de travail plus étroites entre les fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies;

b) Ajouter au programme de travail des réunions de haut niveau entre le Conseil et les institutions de Bretton Woods l'examen de l'application par ces institutions des

accords adoptés par les conférences et sommets des Nations Unies;

c) Encourager une plus grande participation des institutions de Bretton Woods, de l'OMC et de la CNUCED aux réunions du Conseil et une plus grande participation de l'ONU aux réunions du Comité intérimaire et du Comité du développement de manière à faire en sorte que les résolutions de l'ONU portant sur des problèmes économiques et sociaux soient dûment prises en compte par ces institutions.

65. Promouvoir la **coopération Sud-Sud**, notamment en termes de coopération économique et technique, et favoriser la mise en place d'un mécanisme triangulaire par lequel les pays donateurs fourniraient un appui financier à la coopération Sud-Sud; envisager la création d'un fonds d'affectation spéciale généralisé pour la coopération économique et technique triangulaire entre pays en développement.

---